



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr. : GÉNÉRALE

E/ECA/PSD.5/14
5 février 1988

FRANÇAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Conférence commune des planificateurs,
statisticiens et démographes africains

Cinquième session

Addis Abeba (Ethiopie) 21-28 mars 1988

MOYENS D'AMÉLIORER LES COURANTS D'INFORMATION SUR LE SUIVI DU
REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE*

Le présent document est celui de l'équipe spéciale interinstitutions des Nations Unies sur le suivi du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique 1986-1990 (PNURED). Il a été approuvé par le Comité directeur créé par le Secrétaire général des Nations Unies dans le but de contrôler l'exécution du Programme d'action des Nations Unies.

Le document est actuellement présenté à la Conférence commune de fait de ses implications pour les États membres au moment du contrôle du PNURED au niveau national.

Table des matières

	<u>Pages</u>
I. RESUME DE RECOMMANDATIONS	1-2
II. INTRODUCTION	2-7
III. LE SYSTEME D'INFORMATION	7-17
a) Les principaux objectifs	7-8
b) Identification de l'information	8-13
c) Mécanismes administratifs sur la circulation de l'information	13-14
d) Diffusion de l'information	15-17
IV. CONCLUSIONS	17-19
ANNEXES	
I. CATEGORISATION DES PRINCIPALES QUESTIONS ET INFORMATION CONNEXES EN VUE DU SUIVI DE L'EXECUTION DU PROGRAMME D'ACTION DES NATIONS UNIES	
II. QUELQUES EXEMPLES D'INDICATEURS STATISTIQUES SUR DES SECTEURS ET DES ACTIVITES DONNES DURANT L'EXECUTION DU PROGRAMME D'ACTION DES NATIONS UNIES	
III. LISTE PROPOSEE DE RENSEIGNEMENTS QUALITATIFS/DESCRIP--TIFS POUR LE SUIVI DU PROGRAMME D'ACTION DES NATIONS UNIES	
IV. LISTE PROPOSEE D'INDICATEURS STATISTIQUES POUR LE SUIVI DU PROGRAMME D'ACTION DES NATIONS UNIES	

I. RESUME DE RECOMMANDATIONS

1. Les pays devraient mettre en place des systèmes d'information et les mécanismes administratifs nécessaires pour produire les données devant servir à suivre l'exécution de leurs programmes de redressement. A cet effet, il importe que chaque pays désigne un centre de liaison chargé du suivi de l'exécution du Programme d'action. Le Président de l'équipe spéciale interinstitutions entrera directement en rapport avec les gouvernements africains pour identifier ces centres de liaison.
2. Les organisations intergouvernementales africaines, notamment sous-régionales devraient également désigner des centres de liaison chargés d'assurer le suivi de l'exécution des éléments du Programme d'action qui ont un rapport avec leurs propres programmes de travail.
3. Tous les organes, organisations et organismes des Nations Unies devraient évaluer de façon critique les éléments du Programme d'action qui sont couverts par certains de leurs éléments de programme. Un tableau montrant les éléments du Programme d'action par organisation, organe, institution devrait être utile en ce qui concerne les arrangements visant à coordonner les efforts au sein des organismes des Nations Unies. Il importe en outre que toutes les organisations compétentes des Nations Unies fournissent des informations détaillées sur : les mécanismes qui ont été mis en place pour assurer le suivi des éléments pertinents du Programme d'action des Nations Unies, les indicateurs de suivi proposés et les calendriers pour l'établissement des rapports.
4. La Commission économique pour l'Afrique (CEA) qui assure la présidence et le secrétariat de l'équipe spéciale interinstitutions fera office de centre de liaison chargé de la collecte, du traitement et de la diffusion de l'information concernant le suivi de l'exécution du Programme d'action.
5. Le système d'information et la liste d'informations statistiques figurant aux annexes 1 et 2 constituent des directives générales pour ce qui est des types d'information sur le suivi nécessaires. Cependant, puisque cette information pourrait ne pas être facilement disponible, pour la durée actuelle du Programme d'action des Nations Unies, l'équipe spéciale interinstitutions a proposé une liste plus courte des besoins en matière d'information ainsi que les sources, ce qui devrait constituer la liste de base du système d'information aux fins du suivi du Programme d'action aux niveaux national, sous-régional et régional. Des directives précises en ce qui concerne les rapports sur le terrain ont été formulées, le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies agissant en collaboration avec le Centre de liaison du Gouvernement en tant que centre chargé de la collecte et de la diffusion de l'information pour ce pays. Il se pourrait qu'il soit en outre nécessaire d'élaborer des directives analogues en ce qui concerne l'établissement des rapports pour les organismes des Nations Unies, les institutions multilatérales, les donateurs bilatéraux et les ONG.
6. Comme le montre l'annexe 4, certaines des informations statistiques sont rassemblées régulièrement par les institutions ou services des Nations Unies concernés. C'est ainsi par exemple que la FAO rassemble la plupart des données statistiques sur l'agriculture, la CEA rassemble les données sur la comptabilité nationale et d'autres statistiques économiques, la Banque mondiale et l'OCDE publient des données

sur les mouvements de ressources et l'adette extérieure. Il importe que le centre de liaison rassemble, traite et diffuse l'information en vue de nouer des contacts avec ces organismes de façon à recevoir l'information avant que les publications où elle figure ne soient publiées. S'agissant des autres données, des questionnaires appropriés peuvent être utilisés pour obtenir les données pertinentes de la part des pays. S'agissant de cette dernière activité, le Coordonnateur résident du PNUD devrait assurer la liaison pour les Nations Unies et travailler étroitement avec le centre de liaison du Gouvernement.

II. INTRODUCTION

7. Lors de sa réunion inaugurale à Genève le 15 décembre 1986, l'Equipe spéciale interinstitutions des Nations Unies chargée du suivi du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 au niveau de la région a décidé de désigner une équipe de trois experts chargés d'établir un rapport sur le thème "Moyens d'améliorer les courants d'information sur le suivi du redressement économique et le développement de l'Afrique". L'équipe s'est rendue dans huit pays africains, aux sièges des principales institutions des Nations Unies et d'organisations intergouvernementales africaines s'occupant de l'exécution du Programme d'action. Ces missions ont été effectuées entre janvier et mars 1987 et le rapport de l'équipe a été examiné au cours de la deuxième réunion de l'Equipe spéciale interinstitutions à Dakar, les 24 et 25 mars 1987.

8. On se rappellera que le 1er juin 1986, l'Assemblée générale des Nations Unies, à sa treizième session extraordinaire, a adopté la résolution S-13/2 relative au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990. Cette résolution, entre autres priait instamment "tous les gouvernements de prendre des mesures efficaces pour assurer l'exécution rapide et intégrale" du Programme d'action et priait les organes, organisations et organismes des Nations Unies de participer activement à l'exécution du Programme d'action et de l'appuyer. La treizième session extraordinaire priait en outre le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies "de suivre l'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale lors de ses quarante deuxième et quarante troisième sessions", cette dernière devant être l'occasion de procéder à un examen et à une évaluation de l'exécution du Programme d'action des Nations Unies.

9. De façon à placer les propositions figurant dans le présent rapport dans leur véritable contexte, il est nécessaire de souligner les éléments principaux du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. Le Programme met essentiellement l'accent sur les domaines suivants :

a) Alimentation et agriculture;

b) Autres secteurs d'appui à l'agriculture;

- Modernisation et développement des industries d'appui à l'agriculture;
- Développement des transports et des communications;
- Commerce et finances.

- c) Sécheresse et désertification;
- d) Mise en valeur, planification et utilisation des ressources humaines;
- e) Réformes :
 - Amélioration de la gestion de l'économie
 - Autres réformes
 - Politique démographique
 - Participation de la population au développement
 - Rôle des femmes dans le développement
- f) Réfugiés et personnes déplacées.

10. Le Programme énonce de façon assez détaillée les mesures à prendre dans chaque domaine. Par exemple, pour le développement des transports et des communications, les actions consistent à entretenir et développer le réseau de voies de desserte, et de routes d'accès, les petits ponts et les pistes. Les détails du Programme figurent dans le rapport du Comité ad hoc de la treizième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies (A/S-13/15). Un autre document pertinent est celui intitulé "Propositions de l'Afrique à l'Assemblée générale des Nations Unies".

11. Pour permettre au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de s'acquitter du mandat qui lui a été confié en vertu de la résolution S-13/2, un Comité directeur a été créé, il est présidé par le Directeur général au développement et à la coopération internationale économique. Le Comité directeur, à son tour, a créé une équipe spéciale interinstitutions dont le Président est le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA).

12. Il importe en outre de mentionner que la CEA, dans le cadre des rapports qu'elle soumet normalement à la Conférence des ministres (responsables de la planification) de la CEA, a distribué un questionnaire à l'ensemble des 50 Etats membres leur demandant de fournir des données de base non statistique qui formeront la base des rapports aux diverses réunions des organismes des Nations Unies, et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales. Dans ces questionnaires on a cherché à obtenir des renseignements de façon plus systématiques de la part de tous les pays sur des questions telles que les mécanismes déjà créés ou qu'il est prévu de créer au cours de la période couverte par le Programme, les politiques adoptées et les investissements dans le secteur agricole.

13. L'Equipe spéciale interinstitutions a passé en revue l'expérience des organismes des Nations Unies dans le domaine de la conception d'un système d'information et de la mise en place d'un mécanisme pour surveiller la crise alimentaire en Afrique, tâche qui a été effectuée par le Bureau des opérations d'urgence pour l'Afrique. Il convient de tirer les principaux enseignements suivants :

a) Sur le terrain, des directives spécifiques visant à assurer un mouvement à temps et régulier d'une information globale (c'est-à-dire des gouvernements, des organismes internationaux, des donateurs bilatéraux et des organisations non gouvernementales (ONG) opérant dans le pays) et cohérentes (c'est-à-dire au niveau des pays). Cette information devrait porter sur les besoins prioritaires quantifiés et comporter une information qualitative, cette dernière étant particulièrement importante pour ce qui est de prévoir les problèmes/goulots d'étranglement et d'adopter des mesures correctrices en vue d'une action efficace et opportune.

b) En ce qui concerne les donateurs bilatéraux et les ONG, il importe en outre de disposer de directives spécifiques en vue d'établir régulièrement et à temps des rapports sur la réaction des donateurs en ce qui concerne les besoins prioritaires.

c) De la part du siège des institutions internationales, il est nécessaire de rassembler l'information en vue d'assurer la cohérence avec les renseignements recueillis sur le terrain.

d) En ce qui concerne le traitement et la diffusion de l'information, les actions suivantes sont nécessaires :

- i) Publication et diffusion à temps des déclarations de situation fournissant des estimations sur des besoins non satisfaits, la réponse des donateurs ainsi qu'une description des éléments actuels de façon à prévoir les problèmes.
- ii) Un système d'information informatisé pour qu'on puisse répondre immédiatement aux demandes ponctuelles d'information des donateurs et des organes d'information ainsi que pour lancer des appels spéciaux aux donateurs en vue d'une assistance pour satisfaire des besoins ponctuels et critiques.
- iii) Réunions d'information et consultations régulières entre donateurs.
- iv) Publication régulière dans le Bulletin sur la situation d'urgence en Afrique de façon à informer le public.
- v) Réunions d'information à temps à l'intention des médias pour sensibiliser le public et l'associer.
- vi) Un centre de liaison unique et efficace pour la collecte, le traitement et la diffusion d'informations globales et pertinentes.

14. Il a été reconnu que pour assurer une exécution efficace du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, il était nécessaire d'assurer, de façon constante, le suivi, l'évaluation et la coordination aux niveaux national, sous-régional et régional. Le courant d'information sur le suivi du Programme d'action devrait être lié au système de suivi envisagé de façon à faire en sorte que les données ne soient pas rassemblées comme une fin en elle-même mais comme moyen d'atteindre un objectif. Le système d'information portant sur le Programme d'action devrait avoir comme but ultime l'utilisation d'informations

numériques et non numériques produites pour suivre, évaluer et passer en revue l'exécution du programme aux niveaux national, sous-régional et régional. C'est dans ce cadre que l'Equipe spéciale interinstitutions estime que la question des besoins en matière d'information en ce qui concerne le suivi de l'exécution du Programme d'action ne peut être dissociée du suivi de l'exécution du Programme aux niveaux sous-régional et régional. C'est ainsi que dans la présente section, les mécanismes de suivi seront examinés à ces trois niveaux.

15. Tous les pays africains ont un ministère de la planification. Le nom de ce ministère varie d'un pays à l'autre. Ces ministères, dans de nombreux cas, ont des sections de la planification macro-économique ou des divisions multisectorielles ou intersectorielles qui sont censées suivre tous les aspects du plan de développement du pays. Dans quelques pays, il existe en outre un groupe central de suivi au sein du cabinet du Président. L'efficacité du fonctionnement des ministères de la planification du groupe central de suivi dépend de l'étroitesse des liens qui existent entre eux et les ministères sectoriels. Dans certains pays, le système fonctionne assez convenablement mais dans d'autres pays il est nécessaire d'instaurer une collaboration plus efficace, de produire et d'utiliser des informations statistiques et non statistiques pertinentes pour aider à assurer le suivi et l'évaluation des programmes et projets.

16. Ces mécanismes nationaux servent à contrôler les programmes de développement global du pays, y compris les éléments du Programme d'action des Nations Unies au niveau national. Cependant, comme on l'expliquera plus loin, certains pays ont mis en place d'autres mécanismes chargés plus particulièrement des programmes nationaux de redressement économique.

17. Ces mécanismes de suivi fournissent l'appui institutionnel aux mécanismes actuels en matière d'aide tels que le groupe consultatif ou les tables rondes. Le Programme d'action des Nations Unies a souligné que le mandat de tels mécanismes, y compris les comités mixtes ou les commissions bilatérales mixtes ne devraient pas oublier "d'examiner de façon globale et simultanée toutes les questions touchant à l'exécution" du Programme d'action des Nations Unies.

18. Certains pays ont déjà reconnu cette faiblesse et ont en conséquence mis en place leurs propres mécanismes de suivi au niveau national. Un pays par exemple a créé une commission nationale pour le suivi du Programme prioritaire de redressement économique. Cette commission nationale compte quatre-sous-commission : mobilisation de ressources financières, développement rural, industrie et infrastructure économiques et mise en valeur des ressources humaines. Ces sous-commissions sont constituées d'experts techniques. Par exemple, la sous-commission du développement rural comprend le Directeur de la recherche (Direction de l'agriculture et de l'élevage), le Secrétaire général du Comité pour la défense de la révolution, de hauts fonctionnaires des ministères de la planification et de la participation populaire au développement, de l'environnement, de l'enseignement supérieur et des affaires étrangères.

19. Pour un autre pays, aucun mécanisme nouveau n'a été créé. Etant donnée que l'élément du Programme d'action concernant ce pays constitue un volet du Programme d'ajustement structurel du pays pour 1985-1992, il a été décidé que le Comité chargé du Programme d'ajustement structurel devrait aussi être responsable du Programme d'action des Nations Unies. Il y a un système de comité à deux échelons. Le premier est un comité interministériel présidé par le Président et qui a pour membres tous les ministres s'occupant du secteur économique, le Ministre des affaires étrangères et de l'information, le Directeur national de la Banque centrale et le Coordonnateur du Comité technique pour le suivi de ces deux programmes. Au deuxième échelon, on trouve le Comité technique chargé du suivi du Programme d'ajustement structurel et du Programme d'action des Nations Unies, lequel est présidé par le Coordonnateur et dont les membres sont les directeurs des ministères et des organisations représentées au sein du Comité interministériel.

20. Aux niveaux sous-régional et régional, on a reconnu dans le Programme d'action des Nations Unies qu'il était nécessaire de prévoir systématiquement des activités de suivi "pour exécuter d'une façon homogène et équilibrée" le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. Il importe donc d'examiner les mécanismes existants au niveau sous-régional pour le suivi de l'exécution des éléments sous-régionaux du Programme. Il existe de nombreuses institutions sous-régionales qui peuvent aider à suivre l'exécution du Programme d'action. Dans la première catégorie d'institutions sous-régionales nous trouvons celles qui appartiennent à la famille des Nations Unies tels les MULPOC de la CEA, l'AFRO (Bureau régional de l'Afrique), l'EMRO (Bureau régional de la Méditerranée orientale et le Bureau sous-régional du FISE. A la deuxième catégorie appartiennent des organisations intergouvernementales africaines (OIG) telles que la CEDEAO, la BAD, la ZEP et l'Union douanière et économique des Etats de l'Afrique centrale (UDEAC). Les institutions des Nations Unies sur le terrain soumettent à leur siège des rapports intérimaires sur l'exécution de leurs programmes et projets, de façon périodique, généralement tous les six mois.

21. Certaines de ces organisations, la CEDEAO, la BAD et la ZEP par exemple, ont révisé leur programme de travail de façon à tenir compte des domaines prioritaires figurant dans le Programme d'action des Nations Unies. Quelques-unes de ces organisations sont même allées jusqu'à créer des mécanismes spéciaux pour l'évaluation périodique des progrès accomplis en ce qui concerne l'exécution des éléments sous-régionaux du Programme qui s'inscrivent dans le cadre du mandat de l'Organisation intergouvernementale africaine concernée.

22. A cet égard, il est nécessaire de signaler que le programme des organisations intergouvernementales comprend généralement des projets qui tout en constituant une partie intégrante d'un plan sous-régional, figurent aussi parmi les projets du pays qui feront l'objet d'un rapport spécial au niveau national ainsi que des projets sous-régionaux qui bien que concernant un certain nombre de pays ne peuvent faire l'objet d'un suivi efficace qu'au niveau sous-régional. Ce point a été souligné aussi bien par l'IGADD que le CILSS qui ont indiqué que la sécheresse et la désertification ne connaissent pas de frontière et qu'une approche sous-régionale pour résoudre ces problèmes serait la plus efficace. Ainsi, ces OIG africaines peuvent être utilisées pour assurer le suivi de l'exécution des aspects sous-régionaux pertinents du Programme d'action des Nations Unies.

23. Ces institutions font rapport une ou deux fois l'an à leur conseil d'administration sur l'exécution de leur programme de travail et il est possible, à partir de ces rapports d'obtenir certains renseignements pour évaluer l'exécution des programmes sous-régionaux pertinents s'inscrivant dans le cadre du Programme d'action des Nations Unies. Ainsi on prévoit que le programme de redressement de la CEDEAO qui s'inspire du Programme d'action des Nations Unies commencera à être exécuté en 1987 et que des rapports intérimaires annuels seront soumis au Sommet des chefs d'Etat de la Communauté.

24. Au niveau régional, il existe des mécanismes au sein de l'OUA, de la CEA, de la Banque mondiale ainsi que des institutions des Nations Unies pour assurer le suivi de l'ensemble ou d'une partie du Programme d'action des Nations Unies. C'est ainsi par exemple que la FAO et la CNUCED possèdent des équipes spéciales qui sont chargées particulièrement de l'exécution des éléments du Programme d'action des Nations Unies qui concernent ces organismes directement.

25. Certains de ces mécanismes nationaux, sous-régionaux et régionaux doivent être renforcés si on veut qu'ils s'acquittent de leurs fonctions efficacement.

III. LE SYSTEME D'INFORMATION

26. Lors de sa première réunion à Genève en décembre 1986, l'Equipe spéciale interinstitutions a reconnu qu'il était nécessaire de mettre en place un système d'informations dans le cadre du processus devant permettre d'assurer le suivi de l'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. C'est pour cette raison que sa première action a consisté à constituer l'équipe d'experts qui ont présenté des avis sur les moyens d'améliorer les courants de l'information dans le cadre du Programme d'action des Nations Unies.

27. Non seulement il est essentiel de fournir des informations globales et à temps sur le suivi de l'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour informer les pays africains et la communauté internationale des progrès accomplis mais cette information revêt une importance cruciale pour ce qui est de prendre des mesures correctrices au cours du processus d'exécution. La présente section comporte quatre parties, à savoir : objectifs visés par la collecte de l'information sur l'exécution du Programme d'action des Nations Unies, identification de l'information pertinente, mécanismes administratifs en ce qui concerne les courants d'information et diffusion de l'information.

a) Les principaux objectifs

28. Les principaux objectifs du système d'information sont les suivants :

1. Suivre le processus d'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique 1986-1990 et réunir des éléments devant servir à :

- i) établir les rapports intérimaires du Secrétaire général à l'Assemblée générale au cours de la période 1986-1990.
 - ii) élaborer d'autres rapports intérimaires à l'Organisation des Nations Unies et à d'autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales.
 - iii) procéder à l'évaluation du Programme d'action des Nations Unies au cours de la période 1990-1991.
 - iv) rédiger le bulletin sur le redressement économique de l'Afrique.
 - v) rédiger le Journal sur le redressement économique de l'Afrique.
2. Mobiliser des ressources de façon efficace et à temps (intérieures et extérieures) pour assurer le redressement dans le cadre du développement socio-économiques à long terme soutenu de l'Afrique. Ceci est conforme aux engagements pris à l'égard du Programme d'action des Nations Unies tant par les gouvernements que par leurs partenaires de développement.
 3. Procéder à l'examen et à la coordination de l'assistance et de l'appui des organismes et institutions des Nations Unies ainsi que des organismes multilatéraux, des donateurs bilatéraux, des ONG et du secteur privé.
 4. Fournir un cadre pour l'examen et l'échange entre pays africains, de données d'expérience et d'enseignements sur l'exécution d'éléments déterminés du Programme d'action des Nations Unies.
 5. Fournir des informations essentielles aux pays africains et à la communauté internationale de façon à les sensibiliser et obtenir leur engagement.
- b) Identification de l'information

29. Il importe dès le départ d'examiner l'utilité et la possibilité de rassembler les informations indispensables pour assurer le suivi de l'exécution du Programme d'action des Nations Unies. Le Programme énonce les principes, actions et modalités devant orienter les activités de développement, notamment en ce qui concerne le secteur agricole au cours de la période 1986-1990. Lors du suivi de l'exécution du Programme d'action des Nations Unies il est essentiel de mettre l'accent sur les aspects opérationnels plutôt que sur les éléments conceptuels.

30. L'Annexe 1 montre un groupement par type des questions principales et identifie l'information concernant le suivi de l'exécution du Programme d'action des Nations Unies. L'Annexe 2 donne une liste préliminaire d'indicateurs statistiques qui peuvent former la base de données quantifiées ayant trait à des secteurs, actions et activités déterminés au cours de l'exécution du Programme d'action des Nations Unies.

31. Lors de sa réunion à Dakar en mars 1987, l'équipe spéciale interinstitutions a étudié les annexes 1 et 2 préparés par l'équipe d'experts et a trouvé que bien qu'elles couvrent tous les domaines essentiels des besoins en matière d'information en vue du suivi global de l'exécution du Programme d'action des Nations Unies, elles étaient plutôt complexes et trop ambitieuses. Néanmoins, ce document fournit un cadre approprié pour la collecte, le traitement, l'analyse et la diffusion de l'information sur le suivi de l'exécution du Programme d'action. L'Equipe a toutefois proposé une liste simplifiée d'informations qualitatives et quantitatives qui pourrait satisfaire les besoins globaux en matière de suivi et d'évaluation du Programme d'action. Les annexes 3 et 4 reflètent ces versions simplifiées des données dont on a besoin.

32. Sur la base de la classification mentionnée plus haut les informations nécessaires pour suivre l'exécution du Programme d'action des Nations Unies, on pourrait envisager deux phases séquentielles en ce qui concerne l'identification des indicateurs pertinents (à la fois qualitatifs/descriptifs/indicatifs et quantifiés);

- Données de base
- Mise à jour régulière de l'information

Au cours du suivi, l'objectif primordial est non seulement d'évaluer les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action des Nations Unies durant 1986-1990, mais aussi de fournir, là où c'est possible les moyens de prendre des mesures correctrices au cours de l'exécution elle-même.

33. Lors du choix de la série d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs, il importe de tenir compte des aspects indiqués ci-après :

a) Définir le type d'information (aussi bien statistique que qualitative/descriptive) qui est essentiel pour les besoins en ce qui concerne le suivi du Programme d'action des Nations Unies;

b) Les indicateurs qualitatifs/descriptifs, par exemple, permettraient de suivre la nature et le sérieux des réformes adoptées tant au niveau national qu'international. Dans ce cas, les indicateurs statistiques connexes permettraient, par exemple, de déterminer quantitativement dans quelle mesure le gouvernement a mobilisé les ressources qu'il s'est engagé à fournir et dans quelle mesure la communauté internationale remplit ses engagements en ce qui concerne les ressources. Pour ce qui est du choix d'indicateurs statistiques lors du suivi, on devrait dès le départ examiner comment ces indicateurs permettront de prendre de mesures indicatives afin d'évaluer les progrès accomplis en ce qui concerne l'exécution du Programme d'action des Nations Unies.

34. Par ailleurs, il est en outre important de faire en sorte que l'objectif ultime de l'information soit de sensibiliser le public, d'obtenir son engagement et de mobiliser la population. Des exemples d'indicateurs sur cette information sont les suivants :

- a) nombre d'enfants malnourris/sorties de capitaux au titre du service de la dette;
- b) variations au fil du temps du pouvoir d'achat des exportations (illustrées avec des exemples frappants de pays africains par rapport à des pays industrialisés);
- c) dépenses militaires par rapport aux dépenses publiques dans les secteurs de l'agriculture et d'autres services sociaux, tels que la santé, l'éducation, etc.;
- d) subventions agricoles dans certains pays développés (pays de la CEE, Etats-Unis d'Amérique etc.) par rapport aux subventions agricoles, aux dépenses agricoles totales etc. dans des pays africains.

35. Les indicateurs sur le suivi devraient de façon explicite permettre de suivre les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action des Nations Unies. Cela devrait en particulier porter sur les objectifs envisagés, les mesures adoptées, les réformes en cours, etc.

36. Le processus de collecte de l'information et des données devrait tenir compte des sources et mécanismes existants pour la collecte de l'information (aux niveaux national et international) ainsi que de la capacité actuelle des pays africains de rassembler et de diffuser l'information. Là où c'est possible, tout devrait être fait pour utiliser les mécanismes existants. Cependant, il conviendrait de noter que dans de nombreux pays, il sera nécessaire de rationaliser et de renforcer les moyens d'information existants. Cela devrait se faire non seulement pour satisfaire les besoins en ce qui concerne le suivi du Programme d'action des Nations Unies mais également dans le cadre des actions visant à rassembler à long terme l'information et de la capacité des gouvernements africains de prendre des décisions.

37. Le système d'information devrait non seulement permettre d'évaluer l'évolution des objectifs de politique conceptuelle du Programme d'action des Nations Unies mais également de suivre de façon explicite les actions opérationnelles et l'exécution des projets/programmes. Par exemple :

- a) Quelles sont les mesures et réformes que les pays adoptent dans le cadre du Programme d'action des Nations Unies? il est indispensable de suivre l'évolution au cours de la période 1986-1990 de façon à pouvoir expliquer et interpréter les progrès accomplis en ce qui concerne l'exécution du Programme d'action des Nations Unies.
- b) Quels sont les programmes et projets particuliers exécutés par les gouvernements, les organismes des Nations Unies, les institutions multilatérales, les donateurs bilatéraux et les ONG ainsi que le secteur privé pour appuyer le Programme d'action des Nations Unies?

38. Il importe de tenir compte des propositions de projet PNUD/BIRD/CEA en ce qui concerne l'information sur le suivi. Comme on l'a déjà dit, les annexes 3 et 4 indiquent les éléments fondamentaux dont il faut disposer pour suivre de façon convenable le Programme d'action des Nations Unies et tiennent compte des propositions de projet PNUD/BIRD/CEA.

1) Données de base (1986)

39. La priorité la plus élevée doit être accordée à la collecte des données de base relatives à la situation de chacun des pays africains ainsi que l'information concernant les actions et programmes des institutions internationales, des donateurs bilatéraux et des ONG. Cette évaluation initiale (qualitative et quantitative) est essentielle si l'on veut disposer d'une base pour suivre les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action des Nations Unies au cours de la période 1987-1990. En particulier, l'information devrait provenir des organismes suivants :

Gouvernements :

- Plans de développement généraux du pays et réorientation ainsi que compatibilité avec le Programme d'action des Nations Unies et les programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du FMI;
- Mécanismes particuliers (notamment en ce qui concerne la coordination des ressources nationales et extérieures dans le domaine de l'aide) qui ont été mis en place pour l'exécution du Programme d'action des Nations Unies;
- Indicateurs qualitatifs et quantitatifs en ce qui concerne l'information tels qu'énumérés selon les questions/secteurs principaux aux annexes 3 et 4.

Organismes des Nations Unies :

- Analyse approfondie de la pertinence et de l'utilité Programmes/projet/d'assistance technique des Nations Unies en Afrique eu égard au Programme d'action des Nations Unies.
- Quel est le mécanisme de suivi et de contrôle qui a été créé au sein des organismes et institutions des Nations Unies?
- Quels sont les calendriers prévus pour l'établissement des rapports?

Institutions multilatérales (Banque mondiale/FMI)

- Description détaillée des réformes et des programmes d'ajustement structurel recommandés/exécutés par les divers pays?
- A quels projets et à quels programmes des fonds, y compris d'assistance technique, ont été alloués et fournis?

- Quel est le mécanisme de suivi et de contrôle qui a été mis en place à cet effet?
- Quels sont les calendriers prévus pour l'établissement des rapports?

Donateurs bilatéraux et ONG

- Quels sont les principaux domaines prioritaires ainsi que les types d'assistance (prévus et exécutés par la suite) aux divers pays en ce qui concerne le Programme d'action des Nations Unies et les programmes d'ajustement structurel?
- Quelles sont les ressources budgétisées et quelles sont les ressources additionnelles (y compris la flexibilité) probables?
- Quels sont les mécanismes de coordination de donateur à donateur proposés/mis en place?

Dans la mesure du possible, la collecte des données de base par les gouvernements, les organismes internationaux, les donateurs bilatéraux et les ONG devrait se faire en fonction des besoins en matière d'information tels qu'ils figurent aux annexes 3 et 4.

40. Comme précédemment indiqué, la CEA a établi et distribué un questionnaire préliminaire à tous les pays africains, demandant une information générale sur les politiques déjà adoptées/proposées ainsi que sur les actions prises/proposées en ce qui concerne l'ensemble des éléments constituant le Programme d'action des Nations Unies. Soixante-douze p. 100 des Etats membres de la CEA ont déjà répondu au questionnaire et une analyse préliminaire révisée des résultats figure dans le document ECA/CERAD/87/17 intitulé : Enquête préliminaire de la CEA sur la mise en oeuvre du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 qui devait être présenté à la Conférence internationale sur le défi du redressement économique et du développement accéléré de l'Afrique à Abuja (Nigéria) du 15 au 19 juin 1987.

ii) Circulation régulière de l'information

41. Après la collecte des informations de base, un système doit être mis en place afin de disposer d'une information régulière (par exemple trimestrielle) sur le processus d'exécution du Programme d'action des Nations Unies. Ici encore les données, telles qu'elles figurent aux annexes 3 et 4 devraient servir de base.

42. Au cours de cette circulation régulière de l'information, on devrait déployer des efforts en ce qui concerne les indicateurs de groupe sur la base suivante :

- Indicateurs qui ne sont pas susceptibles de changer au cours de la période 1986-1990.

- Indicateurs qui devraient changer annuellement.
- Indicateurs qui devraient changer chaque mois/chaque trimestre.

Le type de groupement donné plus haut permettra d'identifier les indicateurs clés qui devront être suivis de façon régulière. Dans ce contexte, des avis techniques de la part des organisations compétentes des Nations Unies seront recherchés en vue d'identifier les indicateurs essentiels qui peuvent être inclus dans la circulation régulière à une date ultérieure. En général, il a été tenu compte de cet aspect lors de l'établissement de la liste préliminaire d'indicateurs statistiques figurant à l'annexe 2. L'annexe 4 est une liste sommaire de ces indicateurs montrant la périodicité et la source des données.

c) Mécanismes administratifs sur la circulation de l'information

43. Ici la question centrale est de savoir comment on peut déclencher et maintenir régulièrement la circulation de l'information. Les principales sources d'information sont, entre autres, les pays africains, les organismes des Nations Unies, les institutions multilatérales, les organisations intergouvernementales africaines, les donateurs bilatéraux et les organisations non gouvernementales.

44. De façon à assurer la cohérence des données de base et à assurer un suivi régulier de l'information, il est essentiel d'élaborer des directives précises ainsi qu'un calendrier pour l'établissement des rapports sur l'information. La description des principales questions figurant dans le Programme d'action des Nations Unies et l'information connexe qui figure aux annexes 3 et 4, pourraient permettre d'élaborer des directives précises en ce qui concerne la collecte de l'information. Au niveau des pays, il sera nécessaire d'établir un centre de liaison au sein du gouvernement. Ce centre de liaison devrait être chargé de coordonner l'information sectorielle provenant des divers ministères et organismes. Les programmes du PNUD en cours d'exécution et ayant pour but de renforcer les ministères de la planification dans de nombreux pays africains pourraient permettre de déterminer un centre de liaison national. Dans un certain nombre de pays, il existe déjà une structure gouvernementale qui constitue le centre de liaison national pour l'information.

45. En plus de l'information fournie par le gouvernement du pays, il est en outre utile d'envisager de créer un centre de liaison dans le pays même en ce qui concerne les partenaires de l'aide locaux. Dans ce cas, le Coordonnateur résident des Nations Unies pourrait faire office de centre de liaison pour la collecte de l'information ainsi que pour l'établissement des rapports par les services extérieurs des organismes des Nations Unies, les institutions multilatérales, les donateurs bilatéraux et les ONG. Cette dernière information doit être complétée par l'information fournie directement par le siège des partenaires de l'aide concernés.

46. Il est essentiel que l'information fournie par le Gouvernement soit corroborée par celle fournie par les partenaires de l'aide locaux. Ceci pourrait être facilité grâce à l'élaboration commune d'arrangements en matière de consultations entre le Gouvernement et les partenaires de l'aide au niveau du pays. Il est important que cette réunion de travail consultative se tienne régulièrement (trimestriellement par exemple).

47. Au sein des organismes des Nations Unies, un certain nombre d'institutions et d'organismes ont déjà mis sur pied, à leur siège, des équipes spéciales et des groupes de travail en ce qui concerne le programme pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. Ces structures des institutions des Nations Unies devraient être non seulement chargées de la collecte, de l'élaboration d'informations de base ainsi que de l'information relative au suivi mais devraient aussi fournir les éléments analytiques en ce qui concerne l'interprétation de l'information de façon à ce qu'on puisse évaluer les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action des Nations Unies.

48. En ce qui concerne les institutions multilatérales, le Bureau spécial de la Banque mondiale pour l'Afrique ferait office de centre de liaison pour ce qui est de fournir l'information notamment en ce qui concerne les programmes d'ajustement structurel de la BIRD et du FMI. Par ailleurs, cet arrangement institutionnel constituera en outre le centre de liaison en ce qui concerne les propositions du PNUD, de la BIRD et de la CEA relatives au suivi du programme de redressement économique et de développement de l'Afrique dans le cadre des programmes d'ajustement structurel. Les organisations intergouvernementales africaines aux niveaux sous-régional et régional devraient également être chargées de fournir l'information relative aux programmes régionaux liés au Programme d'action des Nations Unies. Ceci est particulièrement important en ce qui concerne l'IGADD, le SADCC, la CEDEAO, la BAD, la CEA, la ZEP et le CILSS.

49. Les organisations intergouvernementales telles que l'OCDE et la CEE pourraient constituer une source majeure d'information sur les mouvements de l'aide ainsi que sur les programmes de redressement et de développement liés au Programme d'action des Nations Unies. Cependant, l'information sur l'aide bilatérale directe aux pays africains devrait être obtenue des divers donateurs. Dans ce contexte, des directives précises sur les mouvements de l'aide engagée, décaissée et prévue ainsi que sur les projets et programmes des donateurs bilatéraux concernés seront élaborées par le secrétariat de l'Equipe spéciale interinstitutions.

50. Les ONG africaines internationales participent aux programmes de redressement et de développement au niveau des campagnes. Ici, le principal type d'information porterait sur l'expérience et les effets dans des pays donnés, notamment en ce qui concerne les programmes communautaires dans les domaines de la santé, des industries artisanales rurales, de l'éducation, de l'environnement, etc.

51. Il est essentiel que l'information provenant de toutes les sources susmentionnées soit coordonnée par un seul centre de liaison, à savoir le secrétariat de l'Equipe spéciale interinstitutions des Nations Unies. Ce service est chargé essentiellement de rassembler, de traiter et de diffuser l'information relative à l'exécution du Programme d'action des Nations Unies.

d) Diffusion de l'information

52. Puisque le Programme d'action des Nations Unies intéresse 50 pays africains, il peut concerner, lors de la phase de l'établissement des rapports, les pays d'un groupe donné. Par exemple, des groupes régionaux viables déterminés en fonction des groupements sous-régionaux établis dans le document intitulé "Propositions présentées par les pays africains à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies" consacrée à la crise économique et sociale de l'Afrique en 1986 pourraient être envisagés. Il serait possible de définir des groupements sur la base des organisations intergouvernementales sous-régionales telles que la CEDEAO, le SADCC, la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et le CILSS. Dans ce cas sept rapports sous-régionaux au maximum couvrant l'ensemble des pays africains devraient être envisagés. Il conviendrait d'accorder le rang de priorité le plus élevé à la collecte des rapports sur les informations de base (1986) de façon à faire une évaluation initiale de la situation dans les pays africains et disposer d'informations détaillées sur les programmes d'aide nationaux et extérieurs, les projets et politiques dans le cadre du Programme d'action des Nations Unies. Une annexe statistique complète devrait également figurer dans ces rapports pour qu'ils soient complets.

53. Après la collecte des rapports de base, des rapports réguliers sur l'évolution de la situation devraient être établis. Initialement, l'objectif devrait être de fournir des rapports trimestriels, donnant des informations détaillées sur les modifications et les progrès en ce qui concerne les principales questions et l'information connexe telles que définies dans les annexes 3 et 4. Par ailleurs, on devrait en outre s'efforcer dans ces rapports de faire figurer un chapitre analytique donnant une évaluation détaillée des principaux événements par exemple:

- a) L'impact social des réformes - monographie sur la Zambie, le Zaïre,
- b) L'agriculture de contre saison au Nigéria; enseignements et données d'expérience,
- c) Les cours des produits de base à l'exportation et l'impact sur le commerce et la dette,
- d) Les expériences en matière de lutte contre la désertification au Sahel,
- e) La réaction des principaux donateurs et réorientation des politiques de certains donateurs,
- f) La situation des populations de réfugiés dans certains pays.

54. Les rapports de suivi réguliers devraient en outre être complétés par des rapports ponctuels spéciaux aux donateurs. Ceci est particulièrement important pour ce qui est d'identifier les principaux goulots d'étranglement et problèmes dans les pays donnés et de lancer des appels particuliers aux donateurs pour qu'ils fournissent à temps des ressources additionnelles et prennent des mesures supplémentaires.

55. Deux produits importants du Système d'information seront l'African Economic Recovery Newsletter bimensuel et l'African Economic Recovery Journal trimestriel. Le premier contiendra des nouvelles semblables à celles qui se trouvent dans l'actuel "African Economic Recovery Bulletin" alors que le second sera consacré à des études approfondies de la situation économique en Afrique.

56. L'Equipe spéciale interinstitutions des Nations Unies a fourni des directives sous la forme d'un télex de deux pages envoyé par chaque pays par l'intermédiaire du Coordonnateur résident du PNUD. Ce télex sera envoyé tous les deux mois, et il contiendra des informations s'inspirant d'idées ou de propositions émanant des gouvernements et des institutions se trouvant dans chaque pays. La proposition de l'institution pourrait s'inspirer des travaux d'une réunion bimensuelle. Les rubriques du télex ainsi que les autres directives sont les suivantes :

Rubriques pour un télex de deux pages envoyé par chaque pays par l'intermédiaire du Coordonnateur résident des Nations Unies tous les deux, mois, s'inspirant des idées ou propositions faites par les organismes situés dans chaque bureau de pays lors d'une réunion bi-mensuelle

1. Changements marquants en matière de politique intérieure annoncés ou opérés en ce qui concerne le Programme d'action des Nations Unies.
2. Indicateurs significatifs de changement économique - progrès ou retard dans l'agriculture et la production vivrière notamment mais aussi dans d'autres secteurs économiques et indicateurs macro-économiques de base.
3. Indications significatives de changement social (à la fois aspects humains, nutrition etc. et changements en ce qui concerne les secteurs de la santé et de l'éducation) - y compris le rôle des femmes, la situation des groupes vulnérables, l'emploi, etc.
4. Nouveaux faits significatifs en ce qui concerne les gouvernements donateurs, les banques internationales, les institutions internationales, etc.
5. Tous autres commentaires ou faits importants

Aucune de ces rubriques ne devrait comporter plus de 3 paragraphes. Seuls les changements significatifs devraient être signalés, étant définis comme ceux qui ont trait à la réalisation des objectifs du Programme d'action des Nations Unies et qui vont probablement être importants lorsqu'il s'agira de faire un résumé sur la période 1986-1990.

57. Les autres publications, le Journal, requerront diverses études sectorielles ou monographies approfondies telles que définies au paragraphe 53. Ces études pourraient être entreprises dans le cadre des activités normales des institutions spécialisées des Nations Unies, de la Banque mondiale et de la CEA ou pourraient être commandées spécialement pour le Journal. Dans ce dernier cas, on devrait prévoir de payer des honoraires si les auteurs ne sont pas des fonctionnaires d'organismes des Nations Unies.

58. Deux rédacteurs devraient être nommés pour les deux publications mais ils devraient tous deux travailler sous la direction du groupe de travail sur la propagande et l'information. Le Groupe de travail devrait faire rapport au Comité directeur par l'intermédiaire de l'Equipe spéciale interinstitutions.

59. Il convient de déployer de grands efforts pour informer le public africain et international sur les progrès accomplis en ce qui concerne le redressement et le développement en Afrique. L'information figurait dans les rapports de suivi réguliers sera le principal élément, pour ce qui est d'informer le public. En outre, il importe que les organes d'information soient informés régulièrement de façon à ce qu'ils puissent en donner compte et sensibiliser le public.

60. A la fin de la période fixée pour l'exécution du Programme d'action des Nations Unies en 1990, tout devrait être fait pour tirer des leçons du Programme d'action des Nations Unies. Cela pourrait se faire facilement à partir de rapports de base et des rapports de suivi réguliers tout au long de la période 1986-1990.

61. En ce qui concerne la publication et la diffusion des rapports, on devrait accorder une attention particulière à la ponctualité. Des rapports réguliers (par exemple bi-mensuels) devraient être publiés et distribués un mois avant la fin du trimestre en question.

IV. CONCLUSIONS

62. Les propositions figurant dans le présent document ont pour objet d'aider à suivre l'exécution du Programme d'action des Nations Unies aux niveaux national, sous-régional et régional. Les listes des informations statistiques (quantitatives) et non statistiques (qualitatives) nécessaires à cet effet sont établies d'après l'information qui pourrait être facilement obtenue des services chargés de l'établissement des rapports (gouvernements, bureaux extérieurs des organismes des Nations Unies, organisations intergouvernementales africaines, sièges, bureaux régionaux ou institutions des Nations Unies et organisations non gouvernementales participant activement à l'exécution du Programme d'action des Nations Unies).

63. Il est admis que tous les 50 pays intéressés par le Programme d'action des Nations Unies ne pourront pas fournir toutes les informations requises identifiées aux annexes 3 et 4. Cependant, il ressort clairement d'une enquête préliminaire sur la disponibilité des données dans les pays africains et également des estimations disponibles provenant des organismes des Nations Unies qu'un nombre assez considérable de pays seront en mesure de fournir cette information de façon à permettre une analyse valable des données rassemblées. Il conviendrait en outre de souligner que les types d'information identifiés sont les mêmes que ceux dont les gouvernements auraient besoin pour déterminer leurs propres besoins en ce qui concerne le suivi de l'information relative à l'élément du Programme d'action des Nations Unies qui les concerne.

64. Au niveau des pays, il est extrêmement important d'élaborer des directives précises en ce qui concerne les rapports sur le terrain destinés à suivre l'exécution du Programme d'action des Nations Unies. Le Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies en tant que centre de liaison dans le pays pour les organismes des Nations Unies/les donateurs bilatéraux/les ONG et le centre de liaison au sein du gouvernement fournit la base du mécanisme pour l'établissement des rapports dans le pays.

65. La collecte, l'analyse et la diffusion à temps d'informations globales et fiables sur l'exécution du Programme d'action des Nations Unies de façon régulière sont essentielles non seulement pour tenir la communauté mondiale pleinement informée des progrès en ce qui concerne le redressement économique mais aussi pour faciliter une coopération et une coordination efficaces entre les gouvernements africains et la communauté internationale des donateurs.

66. Comme on l'a déjà indiqué, un mécanisme efficace et coordonné doit être créé au sein de chaque pays africain de façon à permettre de rassembler l'information globale/de suivi sur le processus d'exécution du Programme d'action des Nations Unies. La pleine participation de toutes les parties, y compris du gouvernement, des représentants sur le terrain des organismes des Nations Unies et des représentants locaux de donateurs bilatéraux ainsi que des ONG opérationnelles revêt une grande importance pour ce qui est d'assurer une évaluation globale des progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action des Nations Unies. Des directives précises en ce qui concerne les rapports sur le terrain devraient être élaborées pour l'établissement des rapports d'information au niveau du pays y compris à la fois l'information quantifiée ainsi que l'information qualitative/descriptive/sur le suivi. Cette dernière est particulièrement importante pour ce qui est de prévoir les problèmes et de planifier des mesures correctrices à temps.

67. L'information sur le terrain fournie par chaque pays doit en outre être complétée par l'information provenant du siège des organismes et institutions des Nations Unies, des donateurs bilatéraux et de la communauté internationale des ONG. Ici en outre, des directives précises en ce qui concerne l'élaboration de l'information devraient être élaborées de façon à assurer une information cohérente tant sur le terrain qu'au siège.

68. L'information recueillie sur le terrain et fournie par le siège doit être traitée à temps et signalée d'une façon qui permette aux donateurs de prendre immédiatement une décision ainsi que de sensibiliser le public et d'obtenir son engagement. Il importe d'établir un rapport sur l'information de base et ceci devrait être appliqué en ce qui concerne les rapports de suivi réguliers (par exemple bi-mensuels). Etant donné le nombre important des pays concernés, il serait peut-être indiqué de publier par exemple quatre rapports régionaux.

69. Il importe de créer un centre de liaison efficace au sein du secrétariat de l'Equipe spéciale interinstitutions en vue de traiter l'information recueillie aux fins des différents objectifs déjà identifiés au paragraphe 28.

70. Le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique en est à sa deuxième année d'exécution. On devrait envisager d'organiser une réunion de travail de planificateurs africains de niveau supérieur et de donateurs qui échangent des informations sur les progrès accomplis jusqu'ici en ce qui concerne l'exécution du Programme d'action des Nations Unies et l'identification des problèmes et des difficultés. Une telle réunion pourrait se tenir sous les auspices d'une organisation intergouvernementale telle que l'OCDE.

ANNEXE I

CATEGORISATION DES PRINCIPALES QUESTIONS ET INFORMATION CONNEXES
EN VUE DU SUIVI DE L'EXECUTION DU PROGRAMME
D'ACTION DES NATIONS UNIES

Dans la présente annexe, les principales questions/les principaux secteurs tels qu'identifiés dans le Programme d'action des Nations Unies figurent dans la colonne de gauche. L'information concernant chacune de ces questions/ou chacun de ces secteurs est indiquée dans la colonne de droite. Cette information porte aussi bien sur les indicateurs non statistiques (descriptifs/qualitatifs) ainsi que statistiques (quantitatifs). Ces derniers figurent à l'annexe 2.

Principale question/Secteur

Causes socio-économiques de la
crise africaine

Information connexe

Au niveau national

Insuffisance des stratégies et politiques économiques passées: politiques structurelles intérieures, politiques fiscales et monétaires.

Faible productivité de tous les secteurs

Disparités urbaines/rurales

Inégalités dans la répartition des revenus

Instabilité politique

Mise en valeur insuffisante des ressources humaines

Manque de moyens de gestion/administratifs

Problèmes démographiques et de population

Population de réfugiés

Problèmes d'environnement, spécialement dégradation des sols

Dégradation de l'autosuffisance alimentaire

Au niveau international

Récession économique

Chute des cours des produits de base

Termes de l'échange défavorables

Diminution des flux financiers

Montée du protectionisme

Taux d'intérêt élevés

Obligations au titre de la dette et de son service

Transactions internationales

Mobilisation à temps de ressources suffisantes au titre de l'aide.

Mécanismes et mesures de suivi

Au niveau national

Institutions internationales

Donateur bilatéral

ONG

Au niveau régional (par exemple SADCC, CEAO, IGADD)

Coordination efficace de l'aide (CG et RT, clubs de Paris et de Londres, réunions de coordination sectorielles, etc.).

Coordination efficace de l'assistance technique

Mesures au niveau national pour faire face aux situations d'urgence

Systèmes d'alerte avancée

Réseaux régionaux de protection des récoltes

Arrangements au niveau national en matière de sécurité alimentaire

Appui politique à l'exécution des mesures d'ajustement

Réformes du secteur public

Suivi et coordination du Programme d'action des Nations Unies

Mesures préalables d'urgence

Réformes et réorientation des politiques

Politiques d'investissement public

Gestion du secteur et des entreprises publiques

Emploi et salaires dans le secteur public

Gestion financière

Administration fiscale

Ajustement du taux de change

Termes de l'échange

Coûts sociaux et impact de l'ajustement
structurel

Réformes des prix agricoles et incitations :

Prix à la production intérieure et subven-
tions

Exportations

Traitement

Offices de commercialisation et circuits de
distribution

Approvisionnement en facteurs de production

Mise en valeur et conservation des ressources
naturelles.**Mobilisation et utilisation
efficaces des ressources**

Ressources intérieures

Ressources du secteur public, gestion, recettes
et dépenses dans des secteurs productifs par-
ticulièrement l'agriculture.Aussi réduction dans les secteurs "non produc-
tifs" tels que les dépenses militaires.Ressources du secteur privé et incitations à
l'investissement

Ressources extérieures :

Qualité et modalité de l'assistance et
de la coopérationArrangements en matière d'allègement de la
dette

Décassement rapide des fonds

Aide à des conditions de faveur

Fonds pour les coûts renouvelables et locaux

Utilisation des ressources locales dans les programmes d'aide

Aide hors projet par exemple appui à la balance des paiements et arrangements en matière d'allégement de la dette

Assistance multilatérale à des conditions de faveur

Mécanisme d'ajustement structurel du FMI

Investissements privés étrangers

Agriculture

Ressources en terres
(mise en valeur/conservation)

Restauration et protection des terres arables

Boisement et reboisement

Lutte contre la sécheresse et la désertification 1/

Stabilisation des dunes de sable

Conservation des sols

Mesures de lutte contre la salination

Drainage pour l'irrigation

Lutte contre le surpâturage

Ressources en eau

Mise en valeur des bassins fluviaux

Petits projets d'irrigation

Production

Programmes de production et de gestion des cultures et de l'élevage

Conditions climatiques et atmosphériques

Dépenses du secteur public dans l'agriculture

Politiques et programmes en faveur des petits agriculteurs, notamment les femmes

1/ plan d'action pour lutter contre la désertification approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 32/172 du 19 décembre 1977.

Facteurs de production

Recherche agronomique et services
de vulgarisation agricole

Utilisation d'engrais et de pesticides

Main-d'oeuvre et mécanisation

Approvisionnement et semences améliorées

Programmes de crédit agricole

Réseau de stations de recherche agronomique

Conception et diffusion de techniques agricoles et projets de démonstration

Services de vulgarisation agricole, notamment pour les agricultrices

Diversification des cultures

Cultures résistantes aux maladies et à la sécheresse

Production de semences à haut rendement

Lutte contre les parasites

Amélioration des pâturages

Maladies animales

Programmes de production de bois de feu

Réforme des prix et de commercialisation

Restructuration des prix et de la
commercialisation

Incitations financières à la production
(Produits intérieurs et produits d'exportation)

Réformes et réorganisation du système de commercialisation et de distribution avec un accent particulier sur le rôle des secteurs public et privé

Réformes des prix à la consommation

Commerce 2/

Libéralisation commerciale (nationale et régionale)

2/ Conseil du commerce et du développement, résolution 165 de l'Assemblée générale (- SIX) en date du 11 mars 1973.

Elimination du protectionisme et des barrières commerciales, spécialement non tarifaires

Mécanismes de compensation

Cours des produits de base et mécanismes de compensation 3/

Termes de l'échange et pouvoir d'achat des exportations

Industrie 4/

Encouragement de l'investissement privé

Outils agricoles, petit matériel d'irrigation et fabrication de pièces de rechange

Production d'engrais et de pesticides

Industries de traitement des produits agricoles

Rénovation des agro-industries existantes

Production d'énergie rurale

Production de biens de consommation, notamment pour les régions rurales

Codes et réglementations du développement de la petite industrie

Population

Politique en matière de population 5/

Fécondité et mortalité

Exode rural

Exode zone rurale/zone rurale

Equilibre entre la population, les ressources et l'environnement

Population de réfugiés 6/

3/ Accord portant création du Fonds commun pour les produits de base, E/81/II/D/8, ONU, New York.

4/ Décennie du développement industriel de l'Afrique, résolution 35/66B de l'Assemblée générale en date du 5 décembre 1980.

5/ Programme d'action de Kilimanjaro concernant la population africaine et le développement autonome adopté par la deuxième Conférence africaine sur la population

6/ Deuxième Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique; Déclaration et Programme d'action A/39/402.

Education et formation

Réformes institutionnelles en relation avec les besoins de développement

Alphabétisation de masse et éducation des adultes

Mise en valeur et utilisation de la main-d'oeuvre, notamment des moyens en matière d'entreprise

Réduction de la dépendance à l'égard d'experts étrangers

Mesures visant à arrêter l'exode des compétences

Programmes spéciaux de formation à la gestion, à l'administration, à la conception et à l'élaboration de projets

Santé

Soins de santé primaires

Etat nutritionnel

Transports et communications ^{7/}

Mise en place de l'infrastructure et des capacités :

Au niveau national : routes de desserte, routes d'accès

Au niveau régional : réseau commercial intra-africain

Rénovation et renforcement des moyens de transport et des services d'entretien

Programmes de travaux publics à forte intensité de main-d'oeuvre

Gestion de la logistique

Système social

Droits de l'homme, justice politique, économique et sociale

Législation du travail et conditions de travail

Emploi rural

Participation des citoyens, notamment des femmes ^{8/} et des jeunes dans les zones rurales

^{7/} Décennie des transports et des communications en Afrique, résolution 32/160 de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1977.

^{8/} Stratégies prospectives d'Arusha pour la promotion de la femme africaine au-delà de la Décennie des Nations Unies pour la femme, Réunion intergouvernementale régionale (CEA), Arusha (République-Unie de Tanzanie), 3-12 octobre 1984.

Questions régionales

Coopération Sud-Sud 9/

Développement des marchés financiers régionaux
Etablissement du Fonds monétaire africain
Renforcement des institutions régionales
africaines et de la coopération

Gestion de l'environnement notamment lutte
contre la sécheresse et la désertification,
mise en valeur des ressources en eau et
culture sèche

Information connexe

Recherche agronomique

Planification et politique agricoles

Formation aux services agricoles, y compris
de vulgarisation agricole

Développement et gestion des fermes coopératives

Echange de plasma germinatif et assistance en
matière de programmes de production de semences

Coopération en matière de production d'engrais,
de pesticides et d'équipements agricoles

Développement de l'agriculture et des pêches

Production d'énergie rurale

Développement des petites industries rurales

Transports et communications

Projets communs de développement

Expansion du commerce

Programmes sanitaires

Pays affectés par la sécheresse et la déserti-
fication : mobilisation de ressources exté-
rieures

Nations insulaires : développement des liaisons
commerciales et de transport avec le continent
africain et le reste du monde. Aussi assistance
spéciale en ce qui concerne les mesures pour
lutter contre les cyclones, les inondations et les

Situations spéciales

9/ Programme d'action de Caracas sur la coopération économique entre pays en
développement, A/36/333 et Plan d'action pour faire face à la situation économique
critique en Afrique adopté par le Mouvement des pays non aligné, A/40/854.

Pays sans littoral : mesures spéciales en ce qui concerne les problèmes de stockage, de transport et de transit

Pays faisant l'objet d'une déstabilisation extérieure, notamment en Afrique australe

Pays ayant une population de réfugiés (Deuxième Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique, Déclaration et Programme d'action)

Information connexe

Appui des donateurs à l'IDA et la cinquième reconstitution du Fonds africain

Programmes du FIDA en faveur des pays touchés par la sécheresse et la désertification

Programmes spéciaux d'aide pour les PMA ^{10/}

Résolution 165 du Conseil du commerce et du développement en date du 11 mars 1978.

^{10/} Nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés, Conférence des Nations Unies sur les PMA, Paris (France) 1er - 14 septembre 1981.

ANNEXE II

QUELQUES EXEMPLES D'INDICATEURS STATISTIQUES SUR DES SECTEURS ET DES ACTIVITES DONNES DURANT L'EXECUTION DU PROGRAMME D'ACTION DES NATIONS UNIES

<u>Principale question/secteur</u>	<u>Indicateurs statistiques</u>
Ajustement structurel et réformes	Taux de croissance économique (PIB) Indice des prix à la consommation Compte courant en pourcentage du PIB Balance des paiements en pourcentage du PIB Epargne en pourcentage du PIB Investissements en pourcentage du PIB Recettes publiques en pourcentage du PIB Dépenses publiques en pourcentage du PIB Déficit budgétaire en pourcentage du PIB Taux de croissance du crédit net aux administrations publiques Taux de croissance du crédit au secteur privé Taux de croissance du crédit intérieur net Taux de croissance des liquidités intérieures Dettes extérieures en pourcentage du PIB (Autres mesures d'ordre statistique telles que décrites dans la proposition du PNUD/BIRD/CEA :
	Indicateurs macro-économiques
	Flux de ressources extérieures
	Salaires
	Gestion du secteur public (l'évaluation de la rentabilité des entreprises publiques devrait également être complétée par des mesures visant à évaluer l'utilité des services sociaux des entreprises publiques).

Agriculture

Amélioration et utilisation des sols

Evolution des superficies et pourcentage du total (là où il y a lieu) restauré, boisé, reboisé, lutte contre la désertification, mesures de conservation des sols, désalination, irrigation, drainage, terres irriguées notamment petites exploitations

Superficie agricole totale et superficie des terres cultivées

Terres arables et terres cultivées en permanence

Indicateurs statistiques

Pourcentage du nombre et de la superficie des exploitations détenues par des groupes de petits agriculteurs

Pourcentage des exploitations/des ménages utilisant des facteurs de production agricoles: engrais, pesticides, semences améliorées, outils et machines agricoles en tant que volume/poids d'engrais, etc. par hectare occupé par des cultures vivrières et des cultures d'exportation

Production

Conditions climatiques et atmosphériques (pluies, etc.)

Superficie, rendement et production par culture (avant la récolte et estimations de récolte)

Taille du cheptel et productions animales

Facteurs de production

Engrais et pesticides (volume et valeur)

Semences améliorées (volume)

Facteurs de production vétérinaires (valeur)

Sous-produits agricoles pour la production animale (volume)

Utilisation et coûts de la mécanisation

Revenus, emplois et salaires (sur la ferme et en dehors de la ferme)

- Population agricole
- Niveau des salaires agricoles
- Travailleurs agricoles en pourcentage de la population active

Investissements et dépenses (publics et privés) en agriculture et en tant que pourcentage du total

Crédit agricole

Prix

Prix à la production

Prix à la consommation

Cours internationaux des produits de base agricoles

Consommation

Taux d'autosuffisance alimentaire

Disponibilité des produits alimentaires et valeur calorique

(Coût du panier alimentaire minimal)

Principale question/secteur

Commerce

Exportations par culture (volume et valeur)
Intra-africain et reste du monde

Importations par culture (volume et valeur)

Total des exportations et total des importations (valeur)

Termes de l'échange

Système de commercialisation

Offices publics de commercialisation : fonctionnement, coûts et marges bénéficiaires

Production commercialisée par culture et produit

Stocks de sécurité alimentaire et capacité de stockage

Volume des excédents et des déficits alimentaires dans la sous-région et coûts estimatifs du transport/de la manutention

Agro-industries

Investissements : publics et privés

Capacité et production

Matières premières agricoles locales en pourcentage du total des facteurs intermédiaires

Emploi et salaires

Nombre d'employés par qualifications et secteur

Investissements et dépenses par secteur

Indice de croissance dans les principales agro-industries

Emploi et salaires

Exportations (totales et agro-industrielles)

Importations (totales et agro-industrielles)

Investissements publics et privés

Variation des stocks

Routes de desserte, d'accès et de service construites/remises en état

Pourcentage d'agriculteurs ayant accès aux routes de desserte

Investissement dans les infrastructures de transport, capacité de transport et entretien

Investissement dans les infrastructures de transport régional

Indicateurs statistiques

Capacité disponible et investissement dans les communications

Emploi dans les programmes à forte intensité de main-d'oeuvre

Industrie

Transports et communications

Santé

Dépenses relatives du secteur public dans les soins de santé primaire

Disponibilité de services de soins de santé primaires, notamment dans les zones rurales

Services sanitaires faisant appel à la collectivité

Disponibilité de médicaments essentiels

Pourcentage d'enfants de moins d'un an totalement vaccinés

Pourcentage de familles utilisant la RVO

Taux de mortalité infantile et juvénile

Taux de mortalité maternelle

Espérance de vie à la naissance

Taux de vaccination en ce qui concerne les grandes maladies transmissibles

Indicateurs sur le recouvrement des coûts

Registres des maladies (mortalité et morbidité de maladies spécifiques)

Etat nutritionnel des enfants (par exemple enfants de moins de 5 ans, poids de l'enfant à la naissance, etc.)

Accès à l'eau potable

Nombre d'agents sanitaires pour 1000 personnes, notamment dans les zones rurales

Population

Taux d'accroissement démographique

Taux de fécondité et de mortalité

Taux d'utilisation des contraceptifs

Indice des activités en matière de planification familiale

Migration campagnes/villes

Migration villes/campagnes

Populations vulnérables par lieux géographiques et actions correctrices

Population de réfugiés

Education

Primaire, secondaire et supérieure (spécialement agriculture et agro-rurale) taux de scolarisation pour les garçons/filles. Aussi taux d'abandon si disponible

Parts relatives du budget pour l'enseignement primaire, secondaire et supérieur

Indicateurs statistiques

Evolution des coûts unitaires et indicateurs de recouvrement des coûts

Professionnels et diplômés universitaires, notamment pour l'agriculture et les secteurs agro-industriels

Experts étrangers (nombre par qualifications et secteur)

Taux d'alphabétisation des adultes

Pourcentage de la population adulte ayant une formation professionnelle

Autres secteurs

Des mesures et indicateurs pour suivre les progrès devraient être élaborés là où c'est possible, pour les secteurs suivants :

Systèmes sociaux

Questions régionales

Coopération Sud-Sud

Population

Educacion

ANNEXE III

LISTE PROPOSEE DE RENSEIGNEMENTS QUALITATIFS/DESCRIPTIFS POUR LE SUIVI DU PROGRAMME D'ACTION DES NATIONS UNIES

Dans la présente Annexe, les principales rubriques du Programme d'action des Nations Unies figurent dans la colonne de gauche, l'information qui devrait être rassemblée sous chaque secteur figurant, elle de façon assez détaillée sous Information connexe. Il conviendrait de noter que l'accent dans la présente Annexe est mis sur les données non statistiques telles que l'information sur les programmes, les politiques et les réformes, la planification, les mécanismes de suivi et d'évaluation, les mesures d'encouragement et la mobilisation de ressources intérieures et extérieures. L'information doit être fournie en utilisant 1986 comme année de base et doit être mise à jour tous les deux mois, tous les trimestres, tous les semestres et tous les ans selon que de besoin. Seulement des variations significatives devraient être signalées lors des mises à jour. Là où il n'y a pas eu de changement au cours de la période, néant devrait figurer dans la rubrique correspondante.

L'équipe spéciale interinstitutions s'est efforcée de limiter le nombre de rubriques pour lesquelles des rapports fréquents sont nécessaires. Pour la plupart des rubriques, les rapports sont établis sur une base annuelle et ceci respecte les calendriers normaux d'établissement des rapports pour les gouvernements, les organismes intergouvernementaux et les organismes non gouvernementaux.

<u>Principaux domaines</u>	<u>Information connexe</u>	<u>Fréquence</u>	<u>Source</u>
<u>En général</u>	Insuffisances des stratégies et politiques économiques passées : politiques structurelles, politiques fiscales et monétaires intérieures	Annuelle	Pays
	Taux d'intérêt et politiques d'octroi du crédit	Mensuelle	Pays/BIRD
	Obligations au titre de la dette et de son service	Annuelle	Pays/BIRD/OCDE
	Transactions internationales	Annuelle	
	Contraintes à la mobilisation d'une aide à temps et adéquate	Bi-mensuelle	
<u>Alimentation et agriculture</u>	Création ou maintien d'une capacité d'intervention en cas d'urgence	Annuelle	Pays

<u>Principaux domaines</u>	<u>Information connexe</u>	<u>Fréquence</u>	<u>Source</u>
	Système d'alerte avancée	Annuelle	Pays/FAO/FISE
	Système de sécurité alimentaire	Annuelle	Pays/DONATEUR
	Investissement	Annuelle	Pays/donateur
	Incitations	Bi-mensuelle	Pays/BIRD
	Réformes foncières	Annuelle	Pays/FAO
	Bonification des terres	Annuelle	Pays
	Mécanisation de l'agriculture	Annuelle	Pays
	Développement, diffusion et encouragement de l'utilisation de facteurs de production et de méthodes modernes	Trimestrielle	Pays
	Fourniture de semences améliorées	Trimestrielle	Pays
	Stockage	Annuelle	Pays
	Recherche et services de vulgarisation	Trimestrielle	Pays
	Appui aux petits agriculteurs, notamment les femmes	Trimestrielle	Pays
	Mesures contre la salination	Trimestrielle	Pays
	Drainage pour l'irrigation	Trimestrielle	Pays
	Lutte contre le surpâturage	Annuelle	Pays/OIG
	Mise en valeur des bassins fluviaux	Semestrielle	Pays/OIG
	Projets d'irrigation (grands et petits)	Semestrielle	Pays
	Dépenses du secteur public	Annuelle	Pays
	Engrais et pesticides	Annuelle	Pays/FAO
	Crédit agricole	Annuelle	Pays
	Réseau de stations de recherche agronomique	Annuelle	Pays
	Cultures résistantes aux maladies et à la sécheresse	Annuelle	Pays
	Incitations à la production agricole	Semestrielle	Pays

<u>Principaux domaines</u>	<u>Information connexe</u>	<u>Fréquence</u>	<u>Source</u>
<u>Autres secteurs d'appui à l'agriculture</u>			
Réhabilitation et développement des industries d'appui à l'agriculture	Réhabilitation des agro-industries existantes	Trimestrielle	Pays/ONUDI
	Fabrication de biens de consommation, notamment pour les zones rurales	Semestrielle	Pays
	Développement des petites industries : codes et réglementations	Annuelle	Pays
Développement des transports et communications	Infrastructures et capacité	Trimestrielle	Pays
	Réseau commercial intra-africain	Semestrielle	Pays/OIG/CEA
	Programmes de travaux publics à forte intensité de main-d'oeuvre	Trimestrielle	Pays
Commerce	Cours des produits de base (intérieurs et exportations) : politiques	Trimestrielle	ONUCED/FMI
	Mécanismes de compensation	Semestrielle	Pays/CEA
	Termes de l'échange	Trimestrielle	ONUCED
	Flux financiers	Trimestrielle	Pays/BIRD/OCDE/CEE/Donateurs
	Suppression des barrières au commerce intra-africain	Semestrielle	OIG
<u>Sécheresse et désertification</u>			
	Problèmes écologiques, spécialement la dégradation des terres	Semestrielle	Pays/PNUE/CILSS/BNUS/IGADD/ONG
	Pays touchés par la sécheresse	Bi-mensuelle	Pays
<u>Mise en valeur des ressources humaines</u>			
	Réformes institutionnelles en rapport avec les besoins de développement	Semestrielle	Pays/BIRD/UNESCO/OIT

<u>Principaux domaines</u>	<u>Information connexe</u>	<u>Fréquence</u>	<u>Source</u>
	Mise en valeur et utilisation des ressources en main-d'oeuvre notamment la capacité d'entreprise	Semestrielle	Pays/OIG
	Dépendance à l'égard d'expert étrangers : politiques	Annuelle	Pays
	Mesures pour arrêter l'exode des compétences	Annuelle	Pays/ONG
	Programmes spéciaux de formation à la gestion, à l'administration, à la conception et à l'élaboration de projets	Annuelle	Pays
	Programmes sanitaires	Trimestrielle	Pays/OMS/FISE
<u>Réformes</u>			
<u>Améliorer la gestion de l'économie</u>	Finances publiques et réformes des entreprises	Annuelle	Pays
	Gestion du secteur public	Annuelle	Pays
	Politiques d'investissement public	Annuelle	Pays
	Emplois et salaires dans le secteur public	Annuelle	Pays
	Encouragement de l'investissement privé	Annuelle	Pays
<u>Autres réformes</u>	Ajustement des taux de change	Annuelle	Pays
	Ajustement structurel et son impact social et économique	Trimestrielle	Pays/CEA
<u>Population</u>	Éléments de population	Semestrielle	Pays/FNUAP/CEA
	Population, ressources et équilibre de l'environnement	Semestrielle	Pays/FNUAP
	Programmes de population	Semestrielle	Pays/FNUAP/CEA
<u>Participation de la population au développement</u>	Participation populaire au développement	Annuelle	Pays
	Mécanismes de participation populaire au développement	Annuelle	Pays

<u>Principaux domaines</u>	<u>Information connexe</u>	<u>Fréquence</u>	<u>Source</u>
Les femmes et le développement	Mesures pour intégrer les femmes au processus de développement	Trimestrielle	Pays
<u>Réfugiés et personnes déplacés</u>	Incitations politiques et économiques au retour des réfugiés	Semestrielle	Pays/HCR
	Politiques de rapatriement des réfugiés	Semestrielle	Pays/HCR

ANNEXE IV

LISTE PROPOSEE D'INDICATEURS STATISTIQUES POUR LE SUIVI DU PROGRAMME D'ACTION DES NATIONS UNIES

La liste d'indicateurs figurant dans la présente annexe a pour but de fournir une série globale d'indicateurs pour le suivi et l'évaluation du Programme d'action au niveau national. Il est indicatif dans la mesure où de nouveaux faits survenant au niveau de la communauté internationale pourraient amener à déterminer de nouveaux domaines et à ajouter d'autres indicateurs.

Les indicateurs ont été mis au point pour des domaines prioritaires dans le cadre du Programme d'action des Nations Unies. Il s'agit des suivants :

- a) Alimentation et agriculture;
- b) Développement des autres secteurs d'appui à l'agriculture;
- c) Sécheresse et désertification;
- d) Mise en valeur des ressources humaines;
- e) Réformes;
- f) Réfugiés et personnes déplacées.

La présente liste d'indicateurs vise à donner des indications sur les indicateurs pertinents et les plus faciles à obtenir dans le but de suivre et d'évaluer le Programme d'action des Nations Unies. Mais il conviendrait de noter que tous les indicateurs pourraient ne pas s'appliquer à un pays donné si bien que les pays devront examiner leur pertinence avant de rassembler et de diffuser les données requises. En proposant les indicateurs, l'accent a été mis sur les séries de données essentielles plutôt que sur les indicateurs eux-mêmes.

Domaines de préoccupation et séries	Classification	Fréquence	Source
A. ALIMENTATION ET AGRICULTURE			
<u>Développement économique</u>			
1. <u>Général</u>			
- Valeur de la production brute, total		Annuelle	Pays
- Valeur du PIB total		Annuelle	Pays
- Valeur du total de la con- sommation intermédiaire (Aux prix courants et en prix constants)		Annuelle	Pays
2. <u>Production alimentaire</u>	Type et taille des exploitations	Annuelle	Pays/FAO
- Quantité			
- Valeur aux prix courants et en prix constants			
3. <u>Production d'autres cultures</u>	Type et taille des exploitations	Annuelle	Pays/FAO
A partir de matières premiè- res agricoles			
4. <u>Importance et produits de l'élevage</u>	Type et taille des exploitations	Annuelle	Pays/FAO
- Quantité			
- Valeur aux prix courants et en prix constants			
5. <u>Forêt et exportation du bois</u>	Type	Annuelle	Pays/FAO
- Quantité/volume			
- Valeur aux prix courants et en prix constants			
6. <u>Autres production</u>	Type	Annuelle	Pays/FAO
- Quantité (s'il y a lieu)			
- Valeur aux prix courants et en prix constants			
7. <u>Importations alimentaires</u>	Produits de base, quantité et valeur	Annuelle	Pays/FAO
- Total			
- (dont aide)			

Domaines de préoccupation et séries	Classification	Fréquence	Source
8. <u>Consommation finale</u> (Quantité s'il y a lieu, valeur)	Produit, rural/urbain	Annuelle	Pays
9. <u>Consommation intermédiaire</u> (Quantité s'il y a lieu, valeur)	Type d'activité économique et produit	Annuelle	Pays
10. <u>Exportations alimentaires</u> (Quantité, valeur)	Produit et pays de destination	Annuelle	Pays/FAO
11. <u>Stocks</u> (Au début et à la fin de l'année)	Par produit, quantité et valeur	Annuelle	Pays

Contraintes et incitations

1. <u>Utilisation et amélioration des terres</u>	Culture et taille des exploitations		Pays/FAO
- Terres agricoles			
- Terres cultivées			
- Terres arables			
- Variation moyenne			
2. <u>Conditions climatiques et atmosphériques</u>	Grandes saisons		Pays/FAO
Pluies			
3. <u>Population agricole</u>	Taille et nombre de ménages		Pays/FAO
4. <u>Facteurs de production</u>			
- Engrais et pesticides	Culture		Pays/FAO
- Semences améliorées (volume)	Culture		Pays/FAO
- Facteurs de production vétérinaires (valeur)			Pays/FAO
- Mécanisation, utilisation et coût			Pays/FAO
- Emplois, salaires et revenus			Pays
- Investissements	Publics, privés		Pays
- Crédit agricole			Pays

Domaines de préoccupation et séries	Classification	Fréquence	Source
5. <u>Recherche agronomique et formation</u>			Pays
6. <u>Prix</u>	Culture		
- Prix à la production			Pays/FAO
- Prix à la consommation			Pays
- Cours internationaux des produits agricoles			FAO/CNUCED/ FMI
<u>Appui de la communauté internationale</u>			
- Courants			Pays/Donateurs
- Capitaux			Pays/Donateurs
B. AUTRES SECTEURS D'APPUI A L'AGRICULTURE			
I. AGRO-INDUSTRIES			
<u>Développement économique</u>			
1. Production en quantité et en valeur	Activité : Division 31, 32, 34, 35, 38 de la CITI	Annuelle	Pays
2. PIB aux prix courants et en prix constants		Annuelle	Pays
3. Importations : quantité, valeur	Produit de base, pays d'origine	Annuelle	Pays
4. Consommation finale	Produits de base, rural/urbain	Annuelle	Pays
5. Consommation intermédiaire (valeur)	Activité	Annuelle	Pays
6. Exportations	Produit de base, pays de destination	Annuelle	Pays
7. Stocks au début et à la fin de l'année	Produit de base	Annuelle	Pays
<u>Contraintes et incitations</u>			
1. <u>Inventaire</u>			
- Nombre	Activité Publique/privée	Annuelle	Pays
- Capacité de production			

Domaines de préoccupation et séries	Classification	Fréquence	Source
2. Facteurs de production			
- Consommation intermédiaire (valeur)	Produit Origine (importé/local)	Annuelle	Pays
- Emploi et salaires	Activité, qualifications étranger/national	Annuelle	Pays
- Investissements	Activité publique/privée	Annuelle	Pays
- Crédit industriel	Activité	Annuelle	Pays
3. Prix			
- Prix à la production	Produit de base	Annuelle	Pays
- Prix à la consommation			
Cours internationaux des produits de base			
II. TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS			
<u>Développement économique</u>			
1. PIB aux prix courants et en prix constants	Produit importé/public	Annuelle	Pays
2. Consommation intermédiaire (valeur)			
<u>Contraintes et incitations</u>			
1. Inventaire			
- Nombre	Type de transport privé/public	Annuelle	Pays
- Capacité de transport			
- Longueur des routes construites ou renouvées	Catégorie	Annuelle	Pays
- Longueur des voies ferrées construites ou renouvées			
2. Facteurs de production			
- Emploi et salaires	Secteur (public/privé)	Annuelle	Pays
- Investissements	et type de transports		

Domaines de préoccupation et séries	Classification	Fréquence	Source
3. Prix			
- Marchandises T/km	Type de transport	Annuelle	Pays
- Personnes/km	Type de transport	Annuelle	Pays
<u>Appui de la communauté inter- nationale</u>			
Courants		Annuelle	Pays/Donateurs
Capitaux		Annuelle	Pays/Donateurs
III. COMMERCE ET FINANCES			
<u>Développement économique</u>			
1. Production brute : en prix courants et en prix constants	Secteur	Annuelle	Pays
2. PIB aux prix courants et en prix constants			
<u>Contraintes et incitations</u>			
1. Offices publics de com- mercialisation	Produit	Annuelle	Pays
- Nombre			
- Opérations			
- Coûts et marges			
2. Production commercia- lisée	Produit	Annuelle	Pays
3. Facteurs de production			
- Emploi et salaires	Secteur	Annuelle	Pays
- Crédit commercial	Culture	Annuelle	Pays
<u>Appui de la communauté internationale</u>			
Courants		Annuelle	Pays/Donateurs
Capitaux		Annuelle	Pays/Donateurs

Domaines de préoccupation et séries	Classification	Fréquence	Source
C. SECHERESSE ET DESERTIFICATION			
Superficie des forêts	Type		Pays
Consommation de bois d'oeuvre			Pays
Accroissement annuel de bois d'oeuvre			Pays
Zones régénérées			Pays
Zones déboisées			Pays
Régions désertifiées			Pays
Disponibilité en eau	Superficie et saison		Pays
<u>Appui de la communauté internationale</u>			
Courants		Annuelle	Pays/Donateurs
Capitaux		Annuelle	Pays/Donateurs
D. MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES			
I. EDUCATION			
1. Inscription primaire, secondaire et supérieure	Sexe, âge urbain/rural	Annuelle	Pays
2. Taux d'alphabétisation des adultes	Sexe, âge urbain/rural	Annuelle	Pays/Unesco
3. Spécialistes et diplômés universitaires	Sexe, âge secteur	Annuelle	Pays/Unesco
4. Nombre d'enseignants	Sexe/type d'enseignement	Annuelle	Pays/UNES
5. Nombre d'experts étrangers	Qualification, secteur	Annuelle	Pays/Donateurs
6. Dépenses publiques (prix courants et constants)	Courantes/salaires Type d'enseignement non salarié	Annuelle	Pays
7. Recouvrement des coûts publics (valeur)	Type d'enseignement	Annuelle	Pays
8. Consommation finale (prix courants et constants)	Rural/urbain	Annuelle	Pays

Domaines de préoccupation et séries	Classification	Fréquence	Source
II. MAIN-D'OEUVRE			
1. Participation de la main-d'oeuvre	Sexe, âge Secteur d'activité rural/urbain	Annuelle	Pays/OIT
2. Emploi, traitements et salaires	Sexe par qualification, rural/urbain	Annuelle	Pays/OIT
3. Moyenne des heures de travail	Sexe, âge activité rurale/urbaine, saison	Annuelle	Pays/OIT
4. Salaire horaire moyen aux prix courants et en prix constants	Sexe, âge activité rurale/urbaine, saison	Annuelle	Pays
III. SANTE ET SERVICES SANITAIRES			
1. Situation sanitaire			
- Mortalité	Sexe, âge rural/urbain	Annuelle	Pays/OMS/FISE
	causes de mortalité	Annuelle	Pays/OMS/FISE
- Etat nutritionnel	Enfants de moins de cinq ans	Annuelle	Pays/OMS/FISE
- Morbidité, blessures et invalidité	Causes par sexe, âge rural/urbain	Annuelle	Pays/OMS/FISE
2. Fourniture et utilisation des services sanitaires (indicateurs physiques)			
- Personnel sanitaire	Par statut rural/urbain	Annuelle	Pays/OMS/FISE
- Lits d'hôpital	rural/urbain		
- Distance de la clinique, de l'hôpital ou du médecin les plus proche	rural/urbain		
- Admissions ou exeat d'hôpital	Sexe, âge, maladies rural/urbain		
- Malades externes dans les hôpitaux ou les dispensaires	Sexe, âge, maladies rural/urbain		
- Vaccinations	Sexe, âge, maladies		

Domaines de préoccupation et séries	Classification	Fréquence	Source
3. Flux financiers			
- Dépenses publiques	Salaires en capital/ non salaires	Annuelle	Pays
- Recouvrement des coûts publics			
- Consommation finale en prix courants et constants	Rural/urbain		
Appui de la communauté internationale			
Courants		Annuelle	Pays/Donateurs
Capitaux		Annuelle	Pays/Donateurs
E. REFORMES			
I. Amélioration de la gestion de l'économie			
II. Autres mesures			
Ces deux secteurs sont couverts par le projet PNUD/BIRD/CEA sur le suivi des programmes de développement et des flux d'aide. Les indicateurs et les données liés à ces secteurs sont les suivants.			
1. Flux de ressources extérieures			
2. Gestion du secteur public (finances publiques et entreprises publiques)			
3. Indicateurs macro-économiques des résultats économiques (Comptabilité nationale, commerce, balance des paiements et données monétaires)			
III. Politique en matière de population			
1. Taille des populations	Sexe, âge urbain/rural	Annuelle	Pays/Division de la population de l'ONU

Domaines de préoccupation et séries	Classification	Fréquence	Source
2. Mouvements et taux d'accroissement de la population			
- Variations nettes	Sexe, âge urbain/rural	Annuelle	Pays/Division de la population ONU
- Naissances	Sexe, âge urbain/rural		
- Décès	Sexe, âge urbain/rural		
- Migration internationale nette	Sexe, âge nationalité		
<u>IV. Participation de la population au développement</u>			
1. Nombre de membres	Sexe, âge par type d'organisation	Annuelle	Pays
2. Travaux effectués par la communauté (quantité et valeur estimée)	Par type de travail rural/urbain	Annuelle	Pays
<u>V. Les femmes et le développement</u>			
Les indicateurs proviennent d'autres secteurs tels que l'enseignement, la main-d'oeuvre et la population agricole où la classification est faite par sexe.			
<u>Appui de la communauté internationale</u>			
Courants		Annuelle	Pays/Donateurs
Capitaux		Annuelle	Pays/Donateurs
<u>F. REFUGIES ET PERSONNES DEPLACES</u>			
1. Nombre de réfugiés	Par sexe, nationalité	Annuelle	Pays/UNHCR
<u>Appui de la communauté internationale</u>			
Courants		Annuelle	Pays/Donateurs
Capitaux		Annuelle	Pays/Donateurs